

« La Plus Grande France »

Charles Maurras

1935

Édition électronique réalisée par
Maurras.net
et
l'Association des Amis
de la Maison du Chemin de Paradis.

— 2010 —

Certains droits réservés
merci de consulter
www.maurras.net
pour plus de précisions.

Ce texte, signé Charles Maurras bien qu'il se présente comme le compte rendu d'une conférence donnée par lui, est paru dans l'Almanach de L'Action française pour l'année 1935.

Pour la première fois, le 1^{er} septembre 1934, l'Action française organisait un banquet à la gloire de « la Plus Grande France » destiné à resserrer les liens intellectuels, moraux et politiques qui unissent les diverses parties de notre Empire colonial.

À l'issue du banquet, Charles Maurras prit la parole après l'amiral Schwerer et M^e Roure, du barreau de Blidah, et prononçait un discours dont les lecteurs de l'*Almanach* liront avec intérêt et avec fruit le résumé.

— Comment la parole m'est-elle donnée ?

À l'Action française, j'ai rôle de quêteur et de collecteur. Cela me vaut d'ouvrir un courrier très volumineux, tout bigarré de timbres sur lesquels on lit *Noumea, Madagascar, La Réunion, Tonkin, Pondichéry* ou *Chandernagor* ou Djibouti, etc. Nous avons des amis merveilleux partout. À Cayenne, il existe un généreux souscripteur plus régulier que les astres du ciel. Ce concert de sympathies effectives où l'île Maurice, le Canada, Haïti, la Louisiane, l'Égypte et même Cuba font également leur partie, manifeste sur un grand nombre de points du globe, une fermentation des idées de l'Action française et des amitiés qu'elle a éveillées. On les trouvera jusqu'au Pérou et au Chili. Cela fait comme une « plus grande France » morale qui pense et qui sent avec nous.

Et Charles Maurras, aux applaudissements de l'auditoire, prie l'amiral Schwerer de transmettre les remerciements chaleureux de l'Action française à M^{elle} Schwerer, qui assure avec un infatigable dévouement la correspondance avec ce monde d'amis dispersés.

— Vous avez, Amiral, traité en maître, avec l'expérience de votre longue carrière de marin, la psychologie du Français éloigné de son pays... C'est bien cela. Un sentiment aigu de la gravité des événements politiques qui se déroulent dans la métropole et autour d'elle, lui permet de voir les choses d'ensemble avec un recul instructif.

Ces esprits attentifs, leurs regards convergents composent un public immense. La grande France, la voilà ! Nous ne sommes pas des conquérants affamés de territoires continentaux et coloniaux, mais nous ne pouvons oublier quelle haute mission semble dévolue à la France, depuis des siècles, dans le monde.

« L'Internationale sera le genre humain », dit un chant affreux de guerre civile.

Non, l'Internationale, si elle était possible, ne ferait pas le genre humain ; en introduisant partout la guerre civile, elle le diviserait.

Si le genre humain doit être unifié, ce sera par l'action de l'esprit français. Nous ne cédon pas a un nationalisme puéril, trop répandu chez d'autres nations, lorsque nous affirmons que la France est appelée à cette grande tâche. Son destin est lié à l'idée qu'elle se fait de l'Homme, de l'Esprit et aussi d'elle-même.

Charles Maurras touche alors au problème des races. L'humanité, malgré les différences ethniques, a partout les mêmes grands traits intellectuels et moraux. Son unité est évidente. Cependant, il y a des races, et c'est une affaire aussi malaisée que nécessaire, aussi complexe que naturelle d'en assurer la communication.

La République (qui d'ailleurs à l'égard des colonies a de très graves insuffisances congénitales : pas de marine, pas d'État...) ne saurait avoir sur ce chapitre une politique sage et cohérente. Charles Maurras cite en preuve un discours prononcé à la Chambre par un député noir de la Guadeloupe, M. Boisneuf, il y a une douzaine d'années. M Boisneuf disait, par exemple :

« Le mal tient à ce que la République n'a pas de programme colonial d'ensemble. Seuls les régimes monarchiques se son préoccupés de l'organisation coloniale, les ordonnances de la Restauration de 1825 et 1828, dans la belle loi du 24 avril 1833 et dans les sénatus-consultes du 3 mai 1854 et 10 juillet 1856. Depuis la Troisième République, on ne trouve aucune grande loi organique coloniale. »

Ou encore :

« Depuis douze ans, la Guadeloupe a presque chaque année changé de gouverneur, tandis que l'île Dominique, toute voisine, qui est une possession anglaise, c'est depuis douze ans le même gouverneur qui est en fonctions. Ce gouverneur a fait dernièrement un voyage en Angleterre. Lorsqu'il est revenu à la Dominique la population l'a reçu par des acclamations et, après avoir dételé sa voiture, l'a triomphalement conduit jusqu'à sa résidence. »

M. Boisneuf rappelait la politique de nos rois en ces termes :

« De 1830 à 1848, la France n'a-t-elle pas, elle aussi, préparé l'abolition de l'esclavage ? N'inscrivait-elle pas à son budget des crédits pour construire aux Antilles des chapelles, des écoles ? En ce temps-là, la France songeait, avant tout, à sa mission de nation civilisatrice !

« Voilà la véritable politique coloniale de la France, la politique d'assimilation...

« La politique coloniale française, dès son début du XVII^e siècle, fut une politique d'assimilation. C'est ainsi que l'édit de mars 1645, si cruel en certaines de ses dispositions, octroyait aux indigènes affranchis les mêmes droits dont jouissaient les personnes nées libres. Où en sommes-nous aujourd'hui, sous notre République égalitaire et démocratique, de l'application de ces principes ? Y a-t-il progrès ou recul ?

« Aux temps de la monarchie, tout ce qui intéressait l'organisation des colonies était délibéré par le roi en son conseil. »

En ce temps-là, Daudet était à la Chambre. Il disait son mot sur tout.

Aussitôt éclata sa parole d'or :

M. LÉON DAUDET. — Cette procédure n'était pas mauvaise. Elle était plus rapide que la procédure actuelle. Nous y reviendrons. (Interruptions à gauche.)

M. BOISNEUF. — Aujourd'hui, le souverain, c'est le Parlement.

Pauvre, pauvre souverain !

Politique d'assimilation, dit M. Boisneuf.

Qu'elle soit d'assimilation ou d'association, cette politique de notre ancien régime heurte à angles droits tout ce qui se rabâche dans les groupes prétendument réactionnaires de l'Europe moderne : leur racisme occupe une position tout à fait contraire à l'esprit de nos traditions.

Eh bien ! c'est le racisme qui a tort ; c'est nous, réactionnaires français, qui le déclarons.

Procédons du connu à l'inconnu. Prenons ma Provence. Une des personnes les plus instruites de l'histoire de Provence et qui (par parenthèse) appartient à l'une des plus illustres de nos anciennes familles, me disait un jour que les caractéristiques du peuple provençal, sa finesse, sa fierté, sa rapidité de pensée et de sentiment s'expliquent peut-être par la facilité avec laquelle les plus hautes races du pays se sont alliées aux classes moyennes par une coutume de dérogation par le mariage qui était dans les mœurs.

Ces mésalliances fréquentes et constantes sont la cause répétée et durable qui a fait pénétrer à toutes les profondeurs du pays les plus précieuses et les plus fines des acquisitions morales et mentales de la vie civilisée.

L'hypothèse me semblait juste. Mais quelques mois plus tard, son auteur me dit : — Me suis-je trompée ? Ou faut-il étendre à tout le peuple de France ce que nous observions du peuple provençal ? J'ai écrit dans toutes les directions, chez mes parents et amis du Nord et de l'Ouest, pour savoir si le degré des mésalliances était plus fort en Provence qu'ailleurs... Non. On m'a répondu de toutes parts qu'il en était de même d'un bout du royaume à l'autre... Les plus grandes familles n'ont cessé de contracter d'innombrables unions avec le Tiers-État, qui, lui-même, tout naturellement, avait des communications très directes avec le peuple ouvrier des villes et des campagnes.

N'est-ce pas ce qui a le plus contribué à l'unité française, après la politique des Rois capétiens...

— Messieurs, dit Maurras, je vous prie de comparer cette, vue d'une des personnes les plus qualifiées de France, à l'idée *troup-allemande*, toute physique et matérielle, que l'on se fait de la noblesse de l'autre côté du Rhin. *Nous, disent les hobereaux, nous sommes nobles par nous-mêmes, vous, c'est le roi qui anoblit.*

Ce paralogisme grossier donne la mesure de deux pensées.

Il y a des familles, il y a des familles de familles. Ou des races. Il y a des inégalités profondes entre les unes et les autres. Il n'y a pas d'abîme infranchissable, de différence morphologique absolument tranchée entre celles-ci et celles-là.

L'abus est certes possible dans tous les sens : dans les mélanges, comme dans les restrictions.

Tout le monde connaît cette histoire devenue légende : dans une de nos vieilles colonies, au cours d'une révolte de noirs dont les sangs-mêlés tenaient la tête, une dame créole, blanche cent pour cent, se tourna vers ses frères, beaux-frères et cousins et peut-être osa-t-elle lever les yeux sur son mari, son beau-père, son père même, et, leur montrant l'incendie des sucreries ou des plantations :

— Messieurs, dit-elle, ce sont vos petits péchés qui flambent là-bas.

Cependant, les péchés, si graves fussent-ils, n'étaient que des péchés d'amour. Il y en a d'autres. Quand, par exemple, on considère, dans l'histoire de l'Amérique du Nord, l'anéantissement complet de toute la race indigène par les Anglo-Saxons, on est bien obligé de songer à des péchés d'orgueil, à des péchés d'avarice et d'avidité, à des péchés de cruauté et de haine, aux innombrables homicides qui en ont dérivé.

On ne se mêle pas aux races inférieures, soit ! c'est de la vertu. Mais on les massacre : n'est-ce pas du vice ?

Je ne reproche rien à personne. Chacun a fait ce, qu'il a pu ou cru devoir faire. Mais on peut dire que deux systèmes de colonisation sont sortis de

l'épreuve historique. L'un a bien des défauts, que la démocratie, n'a pas manqué d'aggraver en le systématisant, en donnant à ce qui est exceptionnel ou naturel les allures d'un absurde devoir : que les races *puissent* se mêler d'accord ! qu'elles le *doivent*, pourquoi ?... Mais, face aux excès et aux abus du système français, il faut voir de près ce qu'il y a d'erroné dans l'essentiel du régime anglo-saxon ou germanique : dur, farouche, distant, systématiquement opposé à tout rapprochement, fût-il imploré par le plus légitime amour !...

Ainsi en ont disposé les événements, les tendances, les goûts, les tempéraments et les coutumes de peuples divers. Encore un coup, je ne critique pas. Je constate, compare et qualifie.

Cependant, voulez-vous que nous égayions cette enquête et ce parallèle sévères d'une pointe d'ironie et de paradoxe ?...

Allons-y !

Quand une coutume naturelle, historique, est créée, ceux qui la vivent aiment à la justifier par des maximes et des doctrines. Cela est arrivé à nos amis anglais. Ils pratiquent un certain système colonial. Ils en ont cherché la philosophie. Il est réjouissant de voir que, pour trouver la justification du *noli me tangere*¹ appliqué aux peuples vaincus, ils se sont faits les écoliers, disons les disciples de ces inférieurs. Leur admirable école indianiste où brilla un Allemand qu'ils anglicisèrent, Max Muller, et un Anglais qui se germanisa, Houston Stewart Chamberlain, cette école, qui a rendu de très beaux services à la critique de la démocratie, l'école de Sumner Maine et d'Alfred Lyall, les a, peu à peu, pénétré d'une notion de la race tellement voisine de l'idée de la caste que la différence s'est pratiquement évanouie entre les deux conceptions². Ce que les Allemands disent brutalement sur l'incompatibilité charnelle des races humaines ; ce que les nazis de Hitler redébitent d'après Gobineau et Chamberlain, les Anglais sont trop courtois, ils sont bien trop gentilshommes pour l'articuler ou même pour convenir qu'elle est une des pentes favorites de leur esprit. Mais, tout bas, dans le secret de leur cœur

¹ « Ne me touche pas » parole du Christ ressuscité à Marie-Madeleine venue au tombeau. Il s'agit ici d'exprimer le fait que la colonisation anglaise laissait une large autonomie aux peuples colonisés dans l'administration de leurs affaires internes, s'appliquant officiellement à avoir sur leurs us et coutumes la moindre influence possible.

Les notes sont imputables aux éditeurs.

² Maurras résume ici à grands traits et en ne citant que quelques noms un courant très vaste qui, depuis Schlegel essentiellement, vit dans l'Orient la source d'une régénération possible de l'Europe. Ce courant, largement appuyé sur l'étude de l'Inde, dans une moindre mesure sur celle de la Chine et du Japon, eut ses branches anglaises et allemandes, une large partie du mysticisme aryen national-socialiste en procède. Il a aussi eu une certaine audience en France, et l'on en trouve des héritiers jusque dans le maoïsme ultérieur de certaines *élites* intellectuelles françaises restées durablement fascinées par les totalitarismes et le mythe de la régénération orientale.

ils le pensent : Il y a des Aryas, il y a des Parias, certaines races sont « intouchables », alors que d'autres sont physiquement prédestinées à l'empire et à la domination.

N'est-ce pas pittoresque ?

N'est-il pas amusant de voir l'esprit anglais, et le plus authentique, et le plus aristocratique, celui de la haute Église et des grandes Universités, adopter en secret le point de vue de ses serviteurs indiens !

Vous savez tous les vers d'Horace :

*Graecia capta ferum victorem
Cepit*³...

Sans rompre la mesure, on peut chantonner :

India capta...

Seulement, prenons garde ! Le Romain avouait. L'Anglais n'avoue pas. Le Romain avouait, et cela se comprend : il avait reçu de la Grèce l'épopée, le lyrisme, la philosophie, la sculpture, l'architecture, la morale, la science, enfin tout l'acquis civilisateur, de quoi élargir indéfiniment la vie et la pensée des hommes. Les Anglais ont reçu de l'Inde quoi ?

De quoi tout rétrécir ! Il faut approuver le silence des Anglais : il est fait de pudeur et de modestie.

Combien cela nous ressemble peu ! De François I^{er} à nos jours, le vrai colon français ne s'est jamais embarrassé des ridicules nuées de l'égalité, ni des rêves de liberté démocratique et républicaine : mais il a toujours reconnu son devoir de fraternité, — la fraternité d'un aîné !

Maintenant, la grosse question :

— Y a-t-il un droit et un devoir d'aînesse constant dans la famille humaine ?

Ou le droit et le devoir d'aîné passent-ils tour à tour d'une nation à l'autre, en sorte que chacune ait son heure et, comme disait Dante, son cri, le cri, *il grido* ?

Ce sont des hypothèses entre lesquelles nous n'avons pas à opiner.

Mais retenons la grande condition générale : pour que des frères aînés remplissent un rôle et fassent leur devoir, le prestige brillant de l'esprit et du cœur ne saurait suffire, il leur faut, en outre la force.

³ Horace, *Epist.* II, 1, 156 : « La Grèce vaincue a vaincu son féroce vainqueur » citation fameuse répétée pour dire que Rome, ayant vaincu la Grèce, fut si influencée culturellement par cette dernière qu'elle devient presque grecque à bien des égards.

Jamais une grande nation ne remplira sa mission civilisatrice, jamais elle n'aidera les peuples assimilés ou associés, si la force politique, militaire, navale vient à manquer à cet État.

Cette force, la France en a donné de récents témoignages. Mais, peut-être, loin d'elle, plus souvent que dans la conduite de son État métropolitain.

Voyez nos très grands chefs coloniaux. Ils ont fait des miracles là-bas, chez vous.

À Paris, n'ont-ils pas été plus ou moins vaincus ?

Voyez Marchand⁴, il avait traversé le continent noir, surmonté toutes les difficultés du Congo. Sur le Nil, la nature des choses ne lui interdisait pas le triomphe. Mais le triomphe ne lui était pas permis de Paris. La nation française, divisée par la cause éminemment républicaine du traître juif Alfred Dreyfus, ne pensait pas au sublime effort africain. Elle ne pouvait l'appuyer : quel désespoir pour un Marchand ! Celui-ci, grand esprit, fiévreux, chercheur d'une haute originalité, s'est longtemps débattu contre l'évidence. Il avait fini par tourner sa juste rancune contre le suffrage universel inorganique, auquel il voulait substituer un suffrage « familial ». Quelles admirables campagnes il mena là-dessus ! Elles n'ont pas abouti. Elles ne pouvaient pas aboutir.

Un autre grand colonial, le conquérant de Madagascar, Gallieni, fut, un moment, sous les murs de Paris, plus heureux que ne l'avait été le soldat-poète Marchand. Il sauva notre capitale. Il décida de la bataille de la Marne. Mais quelques mois plus tard, quand il eut accès au gouvernement, quelles persécutions horribles put lui infliger un Briand⁵, comme pour lui faire expier ce service central, cet exploit métropolitain ! Deux écrivains coloniaux, natifs de La Réunion⁶, MM. Ary et Marius Leblond, dans un beau livre, ont raconté le supplice du chef adoré. Là, se vérifie l'axiome : l'autorité de ce proconsul génial n'a pu résister à l'assaut de la démagogie métropolitaine.

Enfin Lyautey ! Lyautey, ce royaliste ! Lyautey créateur du Maroc français ! Lyautey à qui notre ami le colonel de Corta écrivait :

— *Je n'ai voulu servir au Maroc qu'un monarque absolu. Vous partez : je pars, pour ne pas servir un simple fonctionnaire républicain.*

Lyautey, dont tous les actes indochinois, algériens, marocains, furent des victoires. Eh bien ! Lyautey à Paris fut mis en échec par la République. Humiliation dont il ne supportait même pas le souvenir, car il disait à quelqu'un que je connais bien :

⁴ Jean-Baptiste Marchand, dont l'expédition, dite « Mission Marchand », aboutira à l'épisode bien connu de Fachoda, point culminant de la rivalité coloniale franco-anglaise dans l'est de l'Afrique.

⁵ Ministre de la Guerre du cinquième gouvernement Briand en 1915, Gallieni démissionna rapidement, en butte à l'hostilité du monde politique.

⁶ La Réunion où Gallieni avait commencé sa carrière coloniale.

— Voyez-vous, il y a un mal qui me ronge : toujours le même. C'est de voir que la France a eu de Clemenceau ce qu'elle attendait de Lyautey.

Lyautey comparait la République à la syphilis : quand on l'a attrapée, on se fait sauter le caisson, ou l'on essaie de vivre avec son mal. . .

Marchand, lui, ne croyait d'abord pas à cette malignité du régime. Cependant, vers sa fin, dans la préface écrite pour le livre de Max Elmer, *La France en danger*, il envisageait l'hypothèse d'un retour de la Monarchie. Retour possible. Retour lointain. Lointain ? Lointain ? Sait-on jamais ? Et qui sait si, devant les dernières démonstrations de la honte et de l'horreur du régime, devant la renaissance croissante du sentiment royaliste, Marchand ne se serait pas embarqué avec nous sur le *Campana*⁷ ?

Maurras ajoute :

J'ai commencé d'écrire dans un journal royaliste, *Le Soleil*, dirigé par ces monarchistes modérés dont l'espèce est en voie de disparaître : ils témoignaient hautement de leur humble espérance que la France contracterait quelque jour avec la royauté « un mariage de raison ».

Messieurs, voilà qui change, semble-t-il, voilà même qui est changé. La France et ses colonies sont en train de faire avec la Maison royale de France un mariage tout différent : extrêmement raisonnable, certes, mais (tant l'idée monarchiste enflamme les cœurs et éclaire les esprits dans la métropole et par toute la France d'outre-mer), il se prépare un véritable mariage d'inclination, et même beaucoup mieux. Lâchons, tout à trac, le seul mot qui convienne à propos du Prince-Charmant que nous allons saluer à Gênes : ce sera un mariage d'amour. Levons nos verres à cette double fête où la France et le fils de ses Rois vont se retrouver.

Vive la France et vive le Roi !

⁷ Le même numéro de l'*Almanach* où a paru ce texte rapporte longuement la croisière organisée cette année-là par l'Action française sur le *Campana*, croisière destinée à promouvoir les thèses de l'A. F., à lever des fonds et aussi à aller rencontrer à Gênes le duc d'Orléans alors en exil.

